



ተጠቅላላ ገጠብ ባሕርይ

ተጠቅላላ ገጠብ ገጠብ ገጠብ

ተጠቅላላ ገጠብ ገጠብ ገጠብ ገጠብ ገጠብ ገጠብ ገጠብ ገጠብ ገጠብ

دليل السجين

ጠቅላላ ገጠብ ገጠብ

**Guide pratique à l'usage du détenu**  
**A Practical Guide for Offenders**  
**Guía práctica para el detenido**



**Royaume du Maroc**  
**Délégation Générale à l'Administration**  
**Pénitentiaire et à la Réinsertion**

DGAPR - Angle Avenue Al Araar et rue Al Jaouz  
Hay Riad - B.P. 123 - Rabat  
Téléphone : 05 37 56 69 02 / 03  
Fax : 05 37 71 26 19  
Site web : [www.dgapr.gov.ma](http://www.dgapr.gov.ma)

**Edition 2017**

ο.Γ.ο.Ο | %ΛΘ.Θ

†ο.Γ.✱ΣΧΘ†













## ዕጋዘ

30. ንዘዘ ዕጋዘ ሃዕ ያለፀፀ, ሌ ሃዕፀ ርጅቲ ኔርዕዕብ  
ዘፀ ለ ሓተ ያዕር ዘፀ. ሃኔገዘኔ ኔጅደዕ ያርፎዘ | ተርዕዘተ  
ሌ ኔዘቲ ኔዕጋዘዘ ደቲቲ, ኔሃ ኔዘዘገኔ ርዕፍ ለ ኔ ኔርሃጋ,  
ርፍ ኔፂፂብ ለ ሌ ተኔዘ ተዘዕተ ለ ያርዕዘ ያጅዘዘ ጸ ያዕፀ  
| ተርዕዘተ.

31. ዕ ኔፀርዕዘ ያርፎዘ | ተርዕዘተ ዕጋዘ, ኔጅዘኔ ርፎብ  
ዘፀ ለ ጅፎብ | ኔዕጋዘዘ.

32. ዕ ኔተተኔዘኔ ዕጋዘ ጸ ተለዘዕ ፀዘ. ኔገገዕ ገዕ. ጸዕዕ,  
ሃኔገዘኔ ኔጅደዕ ሌ ናኔዘኔ ጸ ገዕ. | ተለዘኔብኔቲ ጸ ኔገገዕ  
ገዕ. ጸዕዕ, ሌገለ ዘፀ ለ ኔፂፂብ, ዞለ ፀ ተርተኔዘቲ ጅዘቲ  
ፀ ተዘዕተ ዞለ ርፀገቲ.

33. ዕ ዘገኔ ሌ ዘፀጸ ጸዘ ያለፀፀ ሌ ሃዕፀ ኔገገ  
ጅፀተብ ዘፀ.

34. ኔጅደዕ ገዕ. ኔጸ. ተ ያለፀፀ ሌ ኔተዕ ሌ ኔርርኔጸጸ  
ለ ገዕ. ፀጸ ተርዕዘተ ተለኔፀዘጅዕኔተ ዞለ ተፀፂዕፀ  
ዘኔ ዘ ኔፂዕብ ተርጋጅዕተ ዘፀ, ዞለ ተዘኔ ዘ ኔፂዕብ ተኔዘፀ  
| ተርጋጅዕተ ዘፀ ጸ ያለሃዕ ዘኔ ጸ ኔተተያለፀፀ.

35. ዕ ኔተተጅፀፀ ያለፀፀ ሌተ | ዕጋዘ ለ ደዕተ ዘፀ,  
ሌገለ ዘፀ ዕለ ኔገገ ፀ ተለዘዕ | ዕጋዘ.

## ተኔርተ ለ ተርለግተ

36. ተዘዕ ተኔርተ ጸ ያሃጋ, ርፍ ጅደዕቲ ኔለፀዕቲ ሌ  
ተርጋጅ ተኔርተ ፀጸ ፀገፀ, ፀ ሓዘኔ ለ ናፀብ ለ ተጅዕኔ  
| ፀዘዘ ደዕፀ, ለ ተዘለኔብኔቲ | ፀፂገለገግ ዘኔ ለ ኔፂፂዕ  
ዕዘፀ ሌ ተኔዘኔ ተዘዕተ.







ፊጋፊፊ

55. ተቋቋሙ ስራ ተጠቅሞ ለህዝብ ጠቃሚ ስራዎች ላይ ማቆም ይገባል።

56. ገንዘብ ማግኘት፣ ስራ ማጠናከሩ ለህዝብ ጠቃሚ ስራዎች ላይ ማቆም፣ ስራ ተጠቅሞ ለህዝብ ጠቃሚ ስራዎች ላይ ማቆም ይገባል።

57. ስራ ማጠናከሩ ለህዝብ ጠቃሚ ስራዎች ላይ ማቆም፣ ስራ ተጠቅሞ ለህዝብ ጠቃሚ ስራዎች ላይ ማቆም ይገባል።

58. ገንዘብ ማግኘት ለህዝብ ጠቃሚ ስራዎች ላይ ማቆም፣ ስራ ተጠቅሞ ለህዝብ ጠቃሚ ስራዎች ላይ ማቆም ይገባል።

ተጠቃሚ ስራዎች

59. ስራ ማጠናከሩ ለህዝብ ጠቃሚ ስራዎች ላይ ማቆም ይገባል።

60. ገንዘብ ማግኘት ለህዝብ ጠቃሚ ስራዎች ላይ ማቆም ይገባል።

61. ገንዘብ ማግኘት ለህዝብ ጠቃሚ ስራዎች ላይ ማቆም ይገባል።

62. ገንዘብ ማግኘት ለህዝብ ጠቃሚ ስራዎች ላይ ማቆም ይገባል።











# **Guide pratique à l'usage du détenu**

Français

## PREFACE

En contrevenant aux règles régissant la vie en société, vous n'êtes pas pour autant en rupture avec celle-ci. Au contraire, il vous appartient de mettre à profit la période de privation de liberté pour développer le sens de votre responsabilité et observer une conduite vous permettant de surmonter les conséquences de vos actes.

A cette fin, la loi relative à l'organisation et au fonctionnement des établissements pénitentiaires, traduit un consensus entre les différents courants et constituant un cadre de référence fondé essentiellement sur les principes constitutionnels et religieux en ce qu'ils ont de commun avec les instruments internationaux en matière des Droits de l'Homme, comprend un ensemble de prescriptions définissant les conditions de vie en détention et déterminant les droits et obligations qui doivent gérer vos rapports avec les codétenus et le personnel de l'établissement.

Soucieuse de garantir l'application des dispositions de cette loi, la Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion a réuni tous les atouts, dont le présent guide, pour vous permettre de prendre connaissances de ces droits et obligations en vue de définir l'esprit dans lequel vos relations doivent être organisées dans la communauté carcérale qui implique de la part des établissements pénitentiaires une responsabilité garantissant à tous les détenus, sans aucune discrimination, les mêmes droits et les mêmes obligations.

## ADMISSION A L'ETABLISSEMENT

1. Lors de leur admission à l'établissement, les détenus sont avisés des dispositions relatives à leurs droits et obligations. Ils reçoivent également des informations utiles à leur séjour en détention.

2. Le détenu doit être mis immédiatement en mesure d'informer sa famille de son incarcération.

3. Tout détenu a la faculté d'indiquer, lors de son admission dans un établissement pénitentiaire, le nom, la qualité et l'adresse de la personne à contacter en cas de nécessité ou d'imprévu. Lorsqu'il s'agit d'un mineur, le non, l'adresse et le numéro de téléphone de ses parents, de son tuteur ou la personne assurant sa kafala sont inscrits sur la fiche de renseignements le concernant.

4. Les sommes dont les détenus sont porteurs à leur entrée sont immédiatement inscrites à leur compte nominatif contre récépissé.

5. Pour ses besoins personnels à l'intérieur de l'établissement, le détenu ne peut disposer de son compte nominatif que dans les limites fixées par la Délégation Générale à l'Administration pénitentiaire et à la Réinsertion. Lorsqu'il s'agit d'un prévenu, la gestion de ses fonds et leur transfert à l'extérieur de l'établissement sont soumis à l'autorisation de l'autorité judiciaire saisie de l'affaire.

6. Il n'est laissé à la disposition des détenus ni argent, ni bijoux, ni objets de valeur. Il en est de même pour tout objet prohibé.

## RENSEIGNEMENTS SUR LA SITUATION PENALE

7.L'incarcération de toute personne ne peut s'effectuer qu'en vertu d'un ordre de détention émanant d'une autorité judiciaire compétente.

8.La confusion et le cumul des peines sont soumis à des règles précises. Les détenus intéressés peuvent s'adresser pour tous renseignements au greffe judiciaire de l'établissement. Ils peuvent, au besoin, saisir l'autorité judiciaire compétente.

9.Les détenus faisant l'objet d'une décision judiciaire révocable sont mis en mesure d'exercer les voies de recours auprès du greffe judiciaire de l'établissement qui assurera leur transmission à la juridiction compétente.

10.Les détenus qui sont distingués par leur bon comportement et ayant manifesté des signes favorisant leur réinsertion peuvent être proposés à bénéficier de la grâce et de la libération conditionnelle.

## ORIENTATION ET TRANSVEREMENT

11.L'orientation et la répartition des condamnés dans les établissements relèvent de l'Administration centrale.

12.Les condamnés sont transférés aux autres établissements compte tenu, notamment de l'âge du détenu, de son sexe, de sa situation pénale, de ses antécédents de son état de santé physique et mentale, de ses aptitudes, du lieu de résidence de sa famille, de sa personnalité ainsi que du régime pénitentiaire auquel il est soumis en vue de sa réinsertion sociale ou pour

raison de sécurité ou encore par suite de l'encombrement de l'établissement.

## ACTION SANITAIRE ET HYGIENE

13.L'action sanitaire s'entend au domaine des soins, des traitements, de l'acquisition des médicaments et à celui de la prophylaxie.

14.Il est interdit de soumettre les détenus à des expérimentations médicales ou scientifiques.

15.Les détenus ne peuvent faire don de leur sang qu'à l'intérieur de l'établissement pénitentiaire, après approbation du Délégué Général à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion.

16.Le détenu peut être mis à l'isolement par mesure sanitaire comme par mesure de sécurité. Cette mise à l'isolement n'est pas une mesure disciplinaire.

17.Le détenu est tenu de prendre sa douche une fois par semaine au moins.

18.Les vêtements et le linge des détenus doivent être propres. A cet effet, des produits de nettoyage et d'hygiène sont remis aux détenus par les soins de l'établissement.

19.Dans le cadre de l'entretien des détenus, ceux-ci sont soumis à des règles strictes d'hygiène corporelle et vestimentaire. Ils sont tenus également de maintenir en état de propreté et d'ordre les articles de literies et des locaux à usage collectifs tels que les dortoirs, cuisine, douches, infirmerie ect... en évitant d'accumuler dans les locaux de

séjour le surplus des produits et autres biens susceptibles de réduire la capacité d'hébergement.

20. Au terme de sa grossesse, la femme détenue est transférée à une autre formation sanitaire pour accouchement. Si la naissance survient dans un établissement pénitentiaire, l'acte de naissance du nouveau-né n'en fera pas mention. Si la femme détenue est sur le point d'accoucher, elle peut bénéficier d'une permission exceptionnelle de sortie.

21. Les enfants en bas âge peuvent être laissés avec leur mère détenue jusqu'à l'âge de trois ans. Cette limite peut être prolongée jusqu'à l'âge de cinq ans à la demande de la mère et sur autorisation du Délégué Général à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion.

## PLAINTES ET DOLEANCES

22. Les détenus peuvent présenter leurs doléances verbalement ou par écrit, au Délégué Général à l'Administration pénitentiaire et à la Réinsertion, aux autorités judiciaires ou à la commission provinciale de surveillance. Ils ont également la faculté de remettre au directeur de l'établissement des lettres closes adressées au Délégué Général à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion et aux mêmes autorités.

23. Les détenus peuvent demander à être entendus par les autorités administratives et judiciaire à l'occasion des visites ou inspections.

24. Il est interdit de se concerter pour présenter des

réclamations collectives sous peine de mesures disciplinaires.

## CORRESPONDANCE ET COMMUNICATION

25. Les détenus ont droit d'envoyer et de recevoir des lettres.

26. Les lettres sont lues aux fins de contrôle tant à l'arrivée qu'au départ. Les lettres qui ne satisfont pas aux prescriptions réglementaires peuvent être retenues lorsqu'elles constituent notamment des menaces précises contre la sécurité des personnes ou celles des établissements pénitentiaires. Toutefois, la correspondance échangée entre détenu et son avocat n'est pas soumise au contrôle.

27. Les détenus qui mettraient à profit leur droit à la correspondance pour formuler des injures, des outrages, des dénonciations calomnieuses, des humiliations ou des menaces encourent une mesure disciplinaire sans préjudice des sanctions pénales éventuelles.

28. L'entrée et la sortie de correspondance, des sommes d'argent ou de téléphones portables ou d'objets quelconques effectuées en violation des règlements sont interdites.

29. L'usage du téléphone fixe de l'établissement est exceptionnellement autorisé par le directeur de l'établissement suivant la réglementation en vigueur au profit du détenu qui s'est distingué par une bonne conduite.

## LES VISITES

30. Les détenus ont le droit de recevoir les membres de leurs

familles et leurs tuteurs. Le directeur de l'établissement peut autoriser toute personne à rendre visite à un détenu dans la mesure où cela ne nuit pas à la sécurité et au bon ordre de l'établissement et apparaît favorable au traitement du détenu.

31. Le directeur de l'établissement organise les visites et détermine leur fréquence et le nombre des visiteurs.

32. Les visites se déroulent dans une salle sans dispositif de séparation ou, en cas d'impossibilité, dans un local avec dispositif de séparation. Elles peuvent aussi avoir lieu avec dispositif de séparation par mesure disciplinaire ou de sécurité.

33. Le droit de communiquer avec l'avocat ne peut être ni supprimé ni restreint.

34. Les détenus de nationalité étrangère ont la faculté de recevoir la visite d'un membre de la mission diplomatique ou consulaire de leur pays ou de celle qui en présente les intérêts.

35. L'accès au parloir implique la fouille des détenus avant et après la visite.

## ALIMENTATION ET COLIS DE VIVRES

36. Les détenus peuvent être autorisés exceptionnellement à recevoir en supplément de l'alimentation fournie par l'établissement, des colis ou paniers de vivres selon les modalités fixées par le règlement intérieur et sous les conditions réglementaires relatives au maintien de la sécurité. Ils ne doivent pas accumuler des denrées par mesure d'hygiène et en considération du cubage d'air et de la surface



d'hébergement.

37. Les vivres fournis aux détenus par leur famille ne doivent pas contenir des denrées nécessitant la cuisson.

38. La cuisson est interdite dans les cellules et les dortoirs.

39. Les familles, peuvent alimenter un compte nominatif permettant au détenu l'achat, dans les limites autorisées, des denrées et objets de nécessité. A cette fin, l'établissement met à la disposition de tous les détenus intéressés ces produits au prix courant du marché.

40. Par mesure disciplinaire, le détenu peut être privé de ces prestations de services pendant une période ne dépassant pas 45 jours.

## LA DISCIPLINE

41. Les détenus doivent obéissance aux directives des fonctionnaires ayant autorité dans l'établissement en tout ce qui concerne l'exécution des dispositions relatives à l'organisation des établissements pénitentiaires.

42. Il est interdit aux détenus de détenir toute substance et tout objet présentant un risque pour la sécurité des personnes et de l'établissement.

43. Tout tapage, toute réunion ou groupement et tout acte individuel ou collectif de nature à troubler le bon ordre dans l'établissement sont interdits.

44. Tout agissement suspect, paris et toutes communications clandestines ou en termes conventionnels sont interdits entre détenus.

45. Les sommes trouvées en possession des détenus au cours de la détention sont saisies et versées au trésor.

46. Constitue une faute disciplinaire justifiant une mesure disciplinaire, le fait pour un détenu :

- d'exercer des violences ou des voies de fait à l'encontre d'un membre du personnel de l'établissement, d'une personne en visite, ou d'un codétenu ou de mettre en danger leur sécurité ;
- de détenir ou de se livrer à un trafic de tout objet ou matériel présentant un risque pour la sécurité des personnes ou détenir ou consommer ou de se livrer au trafic de toute substance de nature à troubler le comportement du détenu ;
- de voler ou de s'approprier des choses appartenant à autrui ou d'obtenir par quelque moyen que ce soit un engagement ou une renonciation ;
- de commettre des actes individuels ou collectifs susceptibles d'offenser la pudeur ou de porter atteinte à la sécurité de l'établissement ou de causer des dommages aux locaux ou aux équipements ;
- de proférer des menaces, des outrages ou des insultes à l'égard des autorités administratives et judiciaires, des membres du personnel de l'établissement, des personnes en visite ou des codétenus ;
- d'inciter à commettre l'une de ces fautes.

47. Le détenu comparait devant la commission de discipline pour pouvoir présenter ses explications. Il peut demander d'être assisté par la personne qu'il choisit à cet effet.

48. Le détenu faisant l'objet d'une mesure disciplinaire peut le contester dans un délai de cinq jours, à compter du jour de la

notification de la décision.

49. La mise en cellule disciplinaire entraîne la privation de visite et comporte des restrictions à la correspondance autre que familiale. Toutefois, les détenus conservent dans ce cas, la faculté de communiquer librement avec leur avocat conformément à la loi relative aux prisons et au code de procédure pénale.

50. La restriction de la liberté des mouvements par le port des menottes est autorisée lors d'un transfèrement ou d'une extraction ou lorsqu'en raison de son agitation, le détenu risque de porter atteinte à lui-même ou à autrui ou lorsqu'il menace de causer des dégâts matériels.

51. Des retenus peuvent être opérés sur le pécule du détenu en réparation des dommages causés.

52. Le détenu ayant commis une faute peut être privé pendant une durée ne dépassant pas 45 jours de l'usage du récepteur radiophonique, du téléviseur ou de tout autre appareil autorisé ou plus généralement des avantages permis par la réglementation en vigueur.

## L'EXERCICE DU CULTE RELIGIEUX

53. L'exercice du culte religieux est garanti à tous les détenus.

54. Les détenus non musulmans sont autorisés à recevoir la visite d'un ministre de leur culte.

## LES LOISIRS

55. Une partie de l'emploi du temps est réservée à la pratique d'exercice Physique.

56. Les détenus bénéficient chaque jour, d'une promenade d'une heure au moins en plein air.

57. Des films éducatifs et récréatifs sont projetés à l'occasion des fêtes nationales, religieuses ou universelles.

58. Les détenus mineurs et jeunes détenus dont l'âge n'excède pas vingt ans doivent être autorisés à demeurer suffisamment de temps en plein air en dehors des heures consacrées aux activités culturelles, éducatives et sportives.

## ACTIVITES CULTURELLES ET FORMATION

59. Le droit à la création artistique et intellectuelle est garanti à tous les détenus.

60. Les détenus peuvent être autorisés à participer aux diverses activités sportives, culturelles et récréatives organisées par l'établissement.

61. Les détenus peuvent bénéficier des cycles d'alphabétisation, des programmes de formation professionnelle et de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur. Ils peuvent également être autorisés à suivre ces activités par correspondance.

62. Les détenus peuvent faire usage de récepteurs radiophonique et de télévisions dans les conditions fixées par le règlement intérieur en tenant compte du bien-être des

détenus et de la sécurité de l'établissement.

63. Les détenus mineurs et les personnes dont l'âge n'excède pas vingt ans doivent être autorisés à participer durant toute la journée aux activités éducatives, culturelles et sportives organisées dans l'établissement et pratiquer d'une manière organisée leurs hobbies.

64. Sous les conditions réglementaires de contrôle, les détenus sont autorisés à recevoir à leur frais des journaux, revues et livres.

65. Les livres et les revues de la bibliothèque de l'établissement sont à la disposition de tous les détenus.

66. Une partie des programmes adressés aux femmes est destinée à les sensibiliser à leur mission au sein de la famille et à leur rôle dans le développement social.

## LE TRAVAIL

67. Un travail non affligeant est confié aux condamnés qui n'en sont dispensés qu'en raison de leur âge ou si, après avis du médecin, ils sont reconnus inaptes.

68. Les prévenus et les contraignables peuvent demander qu'il leur soit donné du travail.

69. Les Détenus qui exercent une activité à caractère lucratif ont droit à une juste rémunération.

70. Les dispositions législatives et réglementaires relatives au travail sont applicables aux activités professionnelles au sein des établissements pénitentiaires.

## PERMISSION DE SORTIR

71. Des permissions de sortir d'une durée n'excédant pas dix jours peuvent être accordées à des condamnés qui ont subi la moitié de leur peine et qui se sont distingués par leur bon comportement.

72. Sur autorisation du Délégué Général à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion, le détenu peut être accompagné pour rendre visite à l'un de ses ascendants, descendant, à son épouse ou à ses frères et sœurs se trouvant dans un état grave ou pour assister à leurs funérailles.

73. Le détenu n'ayant pas rejoint l'établissement à l'expiration de sa permission, fera l'objet de mesures disciplinaires lors de sa réincarcération, indépendamment des sanctions pénales pour délit d'évasion.

Le détenu libéré peut s'adresser à la Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion pour lui fournir renseignements et assistance dans la mesure de ses possibilités en vue de favoriser sa réinsertion.

# **A Practical Guide for Offenders**

English

## PREFACE

While you may have breached the laws by which we live in society that does not mean that you are at odds with it. On the contrary, it is up to you to make the most of your period of detention in order to develop a sense of responsibility and to adopt a behavior allowing you to come to terms with the consequences of your actions.

To this end, the law relating to the organization and functioning of corrections, reflecting a consensus between the different branches involved and constituting a framework founded largely on constitutional and religious principles in regards to what they hold in common with international Human Rights instruments, is comprised of an ensemble of recommendations that define inmates' living conditions and which determine the rights and obligations that must reflect in your relationships with fellow inmates and with facility staff. In an effort to effectively enforce the legal provisions pertaining to this law, the General Delegation for Corrections and Reinsertion has assembled all the tools (one of which is this brochure you are holding), to help you get familiar with your rights and obligations with the aim of illustrating the context in which your relationships should be structured within the prison community. Likewise, this implies a sense of responsibility from corrections, who shall guarantee for all inmates, without any discrimination whatsoever, and who shall abide by the same rights and obligations.



## ADMISSION AT THE CORRECTIONAL FACILITY

1. Upon their admission at the correctional facility, inmates are made aware of the provisions relating to their rights and obligations. They also receive the necessary information as regards to their custody time.
2. The inmate shall immediately be granted the opportunity to inform his family of his or her incarceration.
3. On admission at the correctional facility, each inmate has the right to communicate the name, the function and address of the person, who shall be contacted in the case of unexpected emergencies or events. In the case of juveniles, one can consult their information sheet to find the name, address, a telephone number of their parents, guardian, or for the person responsible for their Kafala.
4. All the sums of money that inmates carry on them are immediately seized upon entry at the institution and are stored at their personal accounts. Inmates are then provided with a receipt of registration.
5. For personal use at the institution, the inmate can resort to their personal account only within the limits set by the prison administration. In the case of a pretrial inmate, the managing of the latter's funds, as well as any external transfers are subject to the authorization of the judicial authority in charge of that inmate's case.

6. Inmates are dispossessed of all money, jewelry and other valuables. The same applies for all other prohibited items.

### **INFORMATION REGARDING THE CORRECTIONAL FACILITY**

7. The incarceration of any individual can only take place pursuant to a detention order issued by a competent judicial authority.

8. Concurrent and consecutive prison sentences are subject to precise rules. For further information, the concerned inmate can turn to the court clerk. The inmate can, if needed, bring their case to the attention of the respective competent judicial authority.

9. All inmates subject to a court judgement that is liable to annulment are given the right to make use of the remedies by turning to the court clerk, who is in charge of ensuring that these are handed over to the competent judicial body.

10. All inmates having shown good behavior and who have showed signs that favor their reinsertion in society can be assessed for a release on parole.

### **INMATE ORIENTATION AND TRANSFER**

11. The inmate orientation and breakdown processes are managed by the central Administration.

12. Convicted offenders are transferred to other institutions taking into account their age, gender, penal situation, history, physical and mental health, aptitude, their family's residence, personality traits as well as the prison regime under which they will be placed in view of their social reinsertion, or for security reasons, or, still, due to the prison overcrowding.

### HEALTH CARE AND HYGIENE

13. Specialist care treatment, the acquisition of medicine and prophylaxis (preventive medicine) all fall under the scope of health care.

14. It is prohibited to subject inmates to medical or scientific experiments.

15. Inmates are allowed to donate blood only within the confinement of the correctional institution, after approval from the General Delegate to Corrections and Reinsertion.

16. The inmate could be isolated both as a sanitary precaution and as a means of security. This form of isolation is not a disciplinary action.

17. The inmate is required to take a shower once per week at least.

18. Inmate's clothing and laundry should be kept clean. For this purpose, sanitary and hygienic products are provided to the inmates by the institution's health care department.

19. As part of inmate health care, the latter are subject to strict personal hygiene rules and dress code. Inmates shall maintain clean and in order all bedding and premises for collective use, such as dorm rooms, kitchens, showers, etc ... by cleaning out all needed personal belongings and other items that may be detrimental to the institution's capacity to accommodate.

20. When nearing labor, a female inmate is instructed on delivery practices by the health department. If birth takes place inside the correctional facility, this will not reflect on the birth certificate. If the inmate is about to give birth, she can, by way of exception, absent herself temporarily from custody.

21. Mothers can take care of their young children up to the age of three. This period can be extended to five years on demand of the parent and with approval from the Delegate General of Corrections and Reinsertion.

## GRIEVANCES AND COMPLAINTS

22. Inmates can present their grievances and complaints in verbal, or in written, to the institution's administration, to the judicial authorities, or to the provincial surveillance commission. They also have the right to hand over to the warden any private letters intended for the General Delegation and its relevant authorities.

23. Inmates may ask to be heard by the administrative and judicial authorities during visits and inspections.
24. It is forbidden for inmates to put heads together and submit collective claims, as this will result in disciplinary action.
25. Inmates have the right to send and to receive mail.
26. For monitoring purposes, mail that arrives and that is being sent shall be read. Letters that are not compliant with regulatory requirements shall be confiscated should they represent direct threats to the security of the correctional institution and its population. Nevertheless, all correspondences between inmates and their lawyers shall not be subject to monitoring.
27. Inmates that abuse their right to correspondence with the aim of insulting, offending, making false allegations, humiliating, or threatening are at risk of disciplinary action without prejudice to the criminal sanctions incurred.
28. The inflow and outflow of correspondence, money transfers, mobile phones, or any other items that do not abide by the regulatory requirements, is forbidden.
29. Using the local landline is exceptionally authorized by the warden as per the regulations put in place hence rewarding inmates who show good behavior.

## VISITS

30. Inmates have the right to receive family members and guardians. The warden may authorize that the inmate be visited by any other person provided this will not endanger the safety and the good order of the institution and that the visit is deemed beneficial to the inmate.

31. The warden is responsible for organizing the visits and determines their frequency, as well as the number of visitors.

32. Visits take place in an area that is not equipped by jail glass. These can also take place in areas equipped by jail glass, as a result of disciplinary action or as a means of security.

33. The right of the inmate to communicate with his or her lawyer cannot be nullified nor restricted.

34. Inmates of foreign nationalities have the right to receive a member of the diplomatic or consular mission of their respective country, or that of one representing the inmate's interests.

35. Inmates are searched before entering and leaving the visiting room.

## FOOD PACKAGES

36. In addition to the food received by the correctional

facility, the inmates may be authorized to receive food packages in accordance with the internal regulations and in accordance with the regulatory requirements put in place for the maintenance of security.

37.The food packages that the inmates are provided with by their families shall not contain any comestibles that require cooking.

38.Cooking is forbidden in cells and dorm rooms.

39.The family of the inmate may fund his or her personal account, hence allowing the latter to purchase, within the authorized limits, food and other objects of necessity. To this end, the correctional facility provides inmates with these products at the current market price.

40.As a disciplinary measure, the inmate may be deprived from service provision for a period that shall not exceed days.

## DISCIPLINE

41.Inmates shall obey the orders of the empowered correctional officers at the prison facility, with respect to all duties pertaining to the organization of correctional institutions.

42.Inmates shall refrain from all substances and objects representing a threat to the security of the institution and people.

43. All disturbances, get-togethers, or other distractions, as well as all individual or collective acts that disrupt the order at the institution, are forbidden.

44. All suspect behavior, gambling and other secret meetings or convening is forbidden between inmates.

45. Inmates found in possession of sums of money during their period of detention shall have these confiscated and transferred to the treasury.

46. For inmates, the following constitute a disciplinary offence and call for disciplinary action:

- Engaging in violence or attacks towards any member of the correctional facility's staff, towards a visitor, or towards a fellow inmate, or endangering their security;
- Organizing or being part of the trafficking of any objects or material representing a risk to the safety of people or being in possession of or consuming or being part of the traffic of any substances contributing to behavioral disturbances;
- Stealing or claiming ownership of items belonging to others, or obtaining by whatever means any waivers or renunciations;
- Committing individual or collective acts having to do with public indecency, or endangering the security of the correctional facility, or causing damage to the premises or equipment;



- Directing threats, assaulting, or offending members of administrative and judicial authorities, members of correctional facility's staff, visitors or fellow inmates;

- Persuading others to commit one of the above.

47.The inmate will appear before the disciplinary commission to explain his or herself. The inmate can demand to be assisted by a person of his or her choice.

48.The inmate subjected to disciplinary action can contest it in a delay of five days, counting from the day on which the decision was communicated.

49.Being placed in a disciplinary cell entails the deprivation of visits from all persons, at the exception of family members. Nevertheless, in this situation, the inmate is reserved the right to communicate freely with his lawyer in accordance with prison law and the criminal procedure code.

50.The restriction of freedom of movement by the means of handcuffing is authorized during inmate transfers or extradition or in result of inmate agitation, when the latter is at risk of harming himself or others or when threatening to cause damage to property.

51.Financial deductions from the inmate's personal account can be resorted to, in compensation of the damage caused.

52.For a period that shall not exceed 45 days, the inmate having committed misconduct could be deprived from

accessing a broadcast receiver, television or any other authorized devices or advantages made available by the rules in place.

## **THE PRACTICE OF RELIGIOUS WORSHIP**

53. The freedom of worship is safeguarded for all inmates

54. Non-muslim inmates are authorized to receive visits from a minister of their faith.

55. There is a designated slot in the schedule for the practice of physical exercise.

56. Inmates have the opportunity to open-air strolls of one hour, at least.

57. Educational and entertainment videos are projected on national and religious holidays.

58. Juvenile inmates and young ones whose age does not exceed twenty must be authorized to spend sufficient time in open air outside of the hours allocated for cultural, educational and sport activities.

## **CULTURAL ACTIVITIES AND LEARNING**

59. The right to cultural and intellectual creations is safeguarded for all inmates.

60. Inmates can be authorized to participate in various sports, cultural and recreational activities organized by the institution.

61. Inmates have access to literacy courses, professional training programs and to primary, secondary and higher education. They may also be authorized to enroll and attend these courses via distance learning.

62. Inmates can have access to broadcast receivers and television under the conditions set out by the internal regulations, which take into account inmate well-being and the institution's security.

63. Juvenile inmates and those who does not exceed twenty shall be authorized, for the entire day, to participate in educational, cultural and sports activities organized in the institution and to practice in an organized manner their hobbies.

64. Under the conditions of the regulatory framework for control, the inmates are authorized to receive, at their own expenses, newspapers, magazines and books.

65. All books and magazines belonging to the correctional facility's library are at the disposal of all inmates.

66. Part of the curriculum reserved for women is intended to raise their awareness in regards to their duties within family life and in regards to their role in social development.

## WORK

67. The convicts are asked to complete jobs that are not distressful. Exempt from these tasks are only those who

are not of the required age, or those who, after consulting a doctor, are deemed unfit for the job.

68.The accused and the non-compellable can ask to be assigned work.

69.Inmates who practice income-generating activities are entitled to receive fair compensation.

70.The legal and regulatory provisions on labor are applicable to professional activities within the correctional facility.

71.Permission to leave for a period that shall not exceed ten days can be approved for the convicts who have purged half of their sentence and who have demonstrated good behavior.

72.With the approval of the Delegate General of Corrections and Reinsertion, the inmate can be accompanied to visit one of his ascendants, his wife or his brothers and sisters whose health is at serious risk, or to attend their funeral.

73.Any inmate who has not returned to the correctional facility at the end of their leave will be subjected to disciplinary action upon re-incarceration, regardless of the penal sanctions for the offense of escape.

The released inmate can turn to the General Delegation to Corrections and Reinsertion who shall, within the scope of its abilities and limits, provide information and assistance in regards to facilitating the inmate's reinsertion in civil society.

# Guía práctica para el detenido

Español

## PRÓLOGO

Contravenir con las normas que rigen la vida en la sociedad, no significa estar fuera de ella. Al contrario, le corresponde usar el período de privación de libertad para desarrollar un sentido de responsabilidad y observar una conducta lo que le permite superar las consecuencias de sus acciones.

Con este fin, la ley sobre la organización y funcionamiento de los establecimientos penitenciarios que refleja un consenso entre las diferentes corrientes y que constituye un marco de referencia basado principalmente en los principios constitucionales y religiosos en lo que tienen en común con los instrumentos internacionales de los derechos humanos, incluye un conjunto de requisitos que definen las condiciones de vida en detención y determinan los derechos y obligaciones para gestionar sus relaciones con los codetenidos y el personal de la institución.

Con objeto de garantizar la aplicación de las disposiciones de esta Ley, la Delegación General de la Administración Penitenciaria y de la Reinserción reunió a todas las bazas, incluyendo este folleto, para que usted pueda estar al tanto de estos derechos y obligaciones con el fin de definir el espíritu en el que las relaciones deben ser organizadas en la comunidad de la prisión que implica por parte de los establecimientos penitenciarios una responsabilidad de garantizar a todos los presos, sin ninguna discriminación, los mismos derechos y las mismas obligaciones.

## ADMISIÓN EN EL ESTABLECIMIENTO

1.a su ingreso en el establecimiento, los reclusos serán informados sobre las disposiciones relativas a sus derechos y obligaciones. También reciben información relevante para su estancia en prisión.

2. El detenido debe ser inmediatamente capaz de informar a su familia de su detención.

3. Todo recluso tiene la facultad de indicar, al ingresar en una prisión, el nombre, profesión y domicilio de la persona a contactar en caso de necesidad o imprevistos. En el caso de un menor de edad, el nombre, dirección y número de teléfono de sus padres, su tutor o de la persona responsable de su Kafala se enumeran en la hoja de información que le concierne.

4. Las sumas en posesión de los titulares de los detenidos a su ingreso se registran inmediatamente en su cuenta personal con acuse de recibo.

5. Para satisfacer sus necesidades personales dentro del establecimiento, el recluso no puede disponer de su cuenta nominal más que dentro de los límites establecidos por la Delegación General de la Administración Penitenciaria y de la Reinserción. En el caso de un acusado, la gestión de sus fondos y el traslado de estos fondos fuera de la institución están sujetos a la autorización de la autoridad judicial encargada del asunto.

6. No se dejan a disposición de los prisioneros ni dinero, ni joyas ni objetos de valor. Lo mismo vale para cualquier artículo prohibido.

## INFORMACIÓN SOBRE LA SITUACIÓN PENAL

7.El encarcelamiento de cualquier persona se puede solamente llevar a cabo aplicando una orden de detención emitida por una autoridad judicial competente.

8.La confusión y la acumulación de penas están sujetos a normas específicas. Detenidos interesados pueden ponerse en contacto para cualquier información con la Secretaría del tribunal del establecimiento. Pueden, si necesario, solicitar a la autoridad judicial competente.

9.Los reclusos sometidos a una decisión judicial revocable tienen la oportunidad de recurrir a las medidas de la secretaría del tribunal del establecimiento que garanticen su transmisión a la jurisdicción componente.

10.Los reclusos que se han distinguido por su buen comportamiento y que han mostrado signos de promoción de su rehabilitación se pueden ofrecer para beneficiarse de la gracia y la libertad condicional.

## ORIENTACIÓN Y TRANSFERENCIA

11.La orientación y la distribución de los condenados en los establecimientos depende de la Delegación General de la Administración Penitenciaria y de la Reinserción.

12.Los condenados son transferidos a otros establecimientos considerando, especialmente la edad del preso, su sexo, su situación penal, sus antecedentes, su salud física y mental, sus habilidades, el lugar de residencia de su



familia, de su personalidad y del régimen penitenciario al que está sometido a fin de reinserción social o por razones de seguridad o debido a la congestión del establecimiento.

## MEDIDAS DE SALUD E HIGIENE

13. La acción sanitaria se extiende a la esfera de la atención, del tratamiento, de la adquisición de medicamentos y el de la profilaxis.

14. Se prohíbe someter a los detenidos a experimentos médicos o científicos.

15. Los presos no pueden donar su sangre que, dentro de la prisión, después de la aprobación de la Delegación General de la Administración Penitenciaria y de la Reinserción.

16. El preso puede ser colocado en régimen de aislamiento por medida de salud como por medida de seguridad. Este aislamiento no es una medida disciplinaria.

17. El prisionero está obligado a tomar una ducha una vez por la semana por lo menos.

18. Las prendas de vestir y ropa de cama de los detenidos deben estar limpias. Para este propósito, los productos de limpieza e higiene se distribuyen a los presos por el cuidado del establecimiento.

19. Como parte de su mantenimiento, los prisioneros están sujetos a estrictas normas de vestir y de higiene personal. También están obligados a mantener la limpieza y el orden de los artículos de ropa de cama y de los espacios de uso colectivo como dormitorios, cocina, duchas, enfermería

etc... evitando que se acumulan en viviendas excedentes de productos y otros bienes que pueden reducir la capacidad de alojamiento.

20. Al final de su embarazo, la mujer detenida será transferida a un centro de salud para el parto. Si se produce el nacimiento en una prisión, el nacimiento del recién nacido no hará mención. Si la detenida está a punto de dar a luz, se puede beneficiar de un permiso de salida excepcional.

21. Los niños pequeños pueden quedar con su madre encarcelada hasta la edad de tres años. Este límite puede extenderse hasta la edad de cinco años, a petición de la madre con la autorización del Delegado General de la Administración Penitenciaria y de la Reinserción.

## QUEJAS Y RECLAMACIONES

22. Los detenidos pueden presentar sus quejas verbalmente o por escrito, al Delegado General de la Administración Penitenciaria y de la Reinserción, a las autoridades judiciales o a la Comisión Provincial de Vigilancia. También tienen la capacidad de entregar al director de la institución cartas cerradas para el Delegado General de la Administración Penitenciaria y de la Reinserción y a las mismas autoridades.

23. Los detenidos pueden solicitar ser oído por las autoridades administrativas y judiciales con motivo las visitas o inspecciones.

24. Está prohibido a los detenidos coordinarse para presentar reclamaciones colectivas bajo pena de medidas disciplinarias.

## CORRESPONDENCIA Y COMUNICACIÓN

25. Los detenidos tienen derecho a enviar y recibir cartas.

26. Las cartas son leídas para la inspección tanto en la llegada como en la salida. Las cartas que no cumplen con los requisitos reglamentarios pueden ser retenidas cuando tales son amenazas específicas contra la seguridad de las personas o de los establecimientos penitenciarios. Sin embargo, la correspondencia entre el detenido y su abogado no está sujeta de control.

27. Los presos que se aprovecharían de su derecho a la correspondencia en la formulación de insultos, ultrajes, acusaciones falsas, humillaciones o amenazas incurren en una acción disciplinaria, sin perjuicio de las posibles sanciones penales.

28. La entrada y salida de correspondencia, dinero o teléfonos móviles o de cualquier objeto que se efectúen en violación de los reglamentos están prohibidas.

29. El uso del teléfono fijo del establecimiento esta excepcionalmente autorizado por el director siguiendo las regulaciones en favor del detenido que se distingue por su buen comportamiento.

## VISITAS

30. Los detenidos tienen derecho a recibir miembros de la familia y tutores. El director del establecimiento, puede autorizar a cualquier otra persona a visitar a un detenido en la medida en que no es perjudicial para la seguridad y el buen orden de la institución y parece favorable para el tratamiento del detenido.

31. El director del establecimiento organiza visitas y determina su frecuencia y número de visitantes.

32. Las visitas se llevan a cabo en una sala sin dispositivo de separación o, si no es posible, en un local con dispositivo de separación. También pueden llevarse a cabo con el dispositivo de separación como medida de disciplina o de seguridad.

33. El derecho a comunicarse con el abogado no puede ser excluido o limitado.

34. Los detenidos extranjeros tienen el derecho a ser visitados por un miembro de la misión diplomática o consular de su país o que eso representa.

35. El acceso a la sala de visita implica el registro corporal de los detenidos antes y después de la visita.

## ALIMENTACIÓN Y PAQUETES DE ALIMENTOS

36. Los presos pueden ser autorizados a recibir, por encima de la alimentación suministrada por el establecimiento, paquetes o canastas de alimentos en la forma prescrita por

las normas y reglamentos bajo las condiciones relativas al mantenimiento de la seguridad. No deben acumular alimentos por mediada de higiene y teniendo en cuenta el volumen de aire y la superficie de alojamiento.

37.Las raciones suministradas a los detenidos por parte de sus familias no deben contener alimentos que requieren una cocción.

38.El cocinar está prohibido en las celdas y en los dormitorios.

39.Las familias pueden alimentar a una cuenta nominal que permita al detenido comprar, dentro de los límites autorizados, los alimentos y artículos de necesidad. Con este fin, el establecimiento ofrece a todos los internos interesados estos productos en el precio de mercado actual.

40.Por medida disciplinaria, el detenido puede ser privado de estos servicios por un período no superior a 45 días.

#### LA DISCIPLINA

41.Los reclusos deberán obedecer las instrucciones de los funcionarios con autoridad en el establecimiento en todos los asuntos relativos a la observancia de las disposiciones relativas a la organización de las prisiones.

42.Se prohíbe a los presos detener cualquier sustancia u objeto que representa un riesgo para la seguridad de las personas y del establecimiento.

43.Se prohíbe cualquier ruido, cualquier reunión o agrupación y cualquier acto individual o colectivo que pueda perturbar el buen orden del establecimiento.

44.Se prohíbe cualquier conducta sospechosa, apuestas

y todas las comunicaciones clandestinas o en términos convencionales entre detenidos.

45. Las cantidades de dinero que se encuentran en poder de los prisioneros detenidos serán embargadas y se pagarán al Tesoro.

46. Constituye una falta disciplinaria que justifica tomar medidas disciplinarias, el hecho de que un detenido:

- Ejerza violencia o asalto contra un miembro del personal del establecimiento, una persona que visita o un codetenido o ponga en peligro su seguridad;

- Detenga o participe en el tráfico de cualquier objeto o material que presenta un riesgo para la seguridad de las personas o posea o consuma o participe al tráfico de cualquier tipo de sustancia para alterar el comportamiento del detenido;

- Roba o se apropie cosas que pertenecen a otras personas u obtenga por cualquier medio sea un empeño o una renuncia;

- Cometa actos individuales o colectivos que puedan ofender la decencia o perjudican la seguridad del establecimiento o causan daños a las instalaciones o equipos;

- Profiera amenazas, injurias o insultos contra las autoridades administrativas y judiciales, los miembros del personal del establecimiento, las personas que visiten o los codetenidos;

- Incite a cometer cualquiera de estos delitos.

47. El detenido comparece ante la Comisión Disciplinaria para poder presentar sus explicaciones. Se podrá solicitar

asistencia de la persona que haya elegido a tal efecto.

48.El preso sujeto a una acción disciplinaria puede apelar dentro de los cinco días siguientes a la fecha de notificación de la decisión.

49.La puesta en celda de castigo implica la privación de la visita e incluye restricciones a la correspondencia que no sea familiar. Sin embargo, los reclusos conservan en este caso, la capacidad de comunicarse libremente con su abogado, de conformidad con la legislación relativa a las prisiones y al código de procedimiento penal.

50.Se permite la restricción de la libertad de movimientos por el uso esposas durante un traslado o extracción o si por el uso de esposas durante un traslado o extracción o si debido a su agitación, el detenido puede hacer daño a si mismo u a otros, o cuando amenaza con causar danos materiales.

51.Las deducciones se pueden hacer de los ahorros del detenido para reparar el daño cuasado.

52.El detenido que cometió un error puede ser privado por un período no superior a 45 días del uso del receptor de radio, televisión, o cualquier otro dispositivo autorizado o más en general de los beneficios permitidos por la normativa vigente.

## EJERCICIO DEL CULTO RELIGIOSO

53.El ejercicio del culto religioso, se garantiza a todos los detenidos.

54. Se permite a los detenidos no musulmanes recibir la visita de un ministro de su culto.

### **PASATIEMPOS**

55. Una parte de los horarios es dedicada para la práctica de ejercicios físicos.

56. Los detenidos gozan todos los días de una caminata de al menos una hora al aire libre.

57. Filmes educativos y de entretenimiento se muestran en ocasión de las fiestas nacionales y religiosas.

58. Se debe permitir a detenidos juveniles y jóvenes cuya edad no exceda de veinte años permanecer suficiente tiempo al aire libre fuera de las horas dedicadas a las actividades culturales, educativas y deportivas.

### **ACTIVIDADES CULTURALES Y FORMACIÓN**

59. El derecho a la creación artística e intelectual se garantiza para todos los detenidos.

60. Los detenidos pueden ser autorizados a participar en diversas actividades deportivas, culturales y recreativas organizadas por el establecimiento.

61. Los internos pueden recibir ciclos de alfabetización, programas de formación profesional y educación primaria, secundaria y superior. También se les puede permitir que sigan estas actividades a través de correspondencia.

62. Los detenidos pueden hacer uso de receptores de radio y



televisión como establece el reglamento interior, teniendo en cuenta el bienestar de los detenidos y la seguridad del establecimiento.

63. A los detenidos menores y las personas cuya edad no supere los veinte años se les debe permitir participar todo el día a las actividades educativas, culturales y deportivas organizadas en el establecimiento y la práctica de una manera organizada de sus aficiones.

64. Bajo las condiciones de control reglamentario, los detenidos están autorizados a recibir a su propio cargo periódicos, revistas y libros.

65. Los libros y revistas en la biblioteca del establecimiento están a disposición de todos los detenidos.

66. Algunos de los programas dirigidos a las mujeres tiene por objeto aumentar la conciencia de su misión en la familia y su papel en el desarrollo social.

## EL TRABAJO

67. Un trabajo no penoso será confiado a los condenados del cual se liberan solo debido a su edad o si, previo dictamen del médico, se encuentran incapacitados.

68. Los acusados y culpables pueden solicitar que se les dé un trabajo.

69. Los detenidos quienes ejercen una actividad lucrativa tienen derecho a una remuneración justa.

70. Las leyes y reglamentos relacionados con el trabajo son aplicables a las actividades profesionales dentro de las cárceles.

## PERMISO PARA SALIR

71. Permisos para salir por un período no superior a diez días se pueden conceder a los condenados que hayan cumplido la mitad de su condena y que se han distinguido por su buen comportamiento.

72. Sobre la aprobación del Delegado General de la Administración Penitenciaria y de la Reinserción, el detenido puede estar acompañado para visitar uno de sus ascendientes, descendientes, su esposa o sus hermanos y hermanas que se encuentran en un estado grave o para asistir a sus funerales.

73. El detenido que se había unido a la expiración de su permiso, estará sujeto a medidas disciplinarias a su regreso en prisión, independientemente de las sanciones penales por delito de evasión.

El detenido liberado podrá solicitar a la Delegación General de la Administración Penitenciaria y de la Reinserción para que le proporcione información y asistencia en la medida de su capacidad para facilitar su reintegración.

68. يمكن للإحتياطيين والمكرهين بدنيا المطالبة بعمل.
69. يتقاضى المعتقل مقابلا عما يقوم به من نشاط منتج.
70. يستفيد المعتقل الذي يزاول نشاطا مهنيا بالمؤسسة من المقتضيات التشريعية والتنظيمية لقانون الشغل.

### رخص الخروج

71. يمكن منح المعتقلين المدانين رخصا استثنائية للخروج لمدة لا تتعدى عشرة أيام، شريطة قضائهم نصف العقوبة المحكوم بها عليهم وتميزهم بسلوك وسيرة حسنة.
72. يمكن مرافقة معتقل لزيارة أحد أصوله أو فروعه أو زوجته أو إخوته الموجودين في حالة مرض خطير أو لحضور مراسيم جنازتهم، وذلك بعد إذن المندوب العام لإدارة السجون وإعادة الإدماج.
73. يتعرض المعتقلون المستفيدون من الرخصة الاستثنائية في حالة عدم رجوعهم عقب انتهاء مدة الرخصة، لتدابير تأديبية بصرف النظر عن المتابعة الجنائية من أجل الهروب.

يمكن للمفرج عنه الاتصال بالإدارة لتوجيهه وإرشاده وتقديم المساعدة له في حدود إمكانياتها، وذلك في إطار إعادة الإدماج .

59. إن الإبداع الفني والثقافي حق مضمون لجميع المعتقلين.
60. يمكن للمعتقلين المساهمة في مجموع الأنشطة الرياضية والثقافية والترفيهية التي تنظمها المؤسسة.
61. يمكن للمعتقلين الاستفادة من دورات محو الأمية وبرامج التكوين المهني، وإتمام تعليمهم الابتدائي أو الثانوي أو العالي، كما يمكنهم مواصلة هذه الأنشطة عن طريق المراسلة.
62. يمكن السماح للمعتقلين باستعمال جهاز راديو صغير والتلفزة، وتحدد كيفية استعمالهما اعتباراً لما تقتضيه راحة النزلاء وأمن المؤسسة.
63. يستفيد الأحداث والأشخاص الذين تقل أعمارهم عن عشرين سنة طيلة النهار من الأنشطة الهادفة التي يمكن تنظيمها داخل المؤسسة، من دراسة وشغل وتكوين مهني ونشاط تربوي وتربية دينية وبدنية ورياضية، وممارسة هوايتهم بشكل منظم.
64. يمكن للمعتقلين الحصول على الصحف والمجلات والكتب على نفقتهم، ويتم ذلك وفق شروط المراقبة المنصوص عليها في القوانين المعمول بها.
65. توضع جميع الكتب والمجلات الموجودة بخزانة المؤسسة رهن إشارة كل معتقل.
66. يخصص جزء من البرامج الموجهة للنساء لتحسيسهن برسالتهن داخل الأسرة وبدورهن في التنمية الاجتماعية.

## العمل

67. يوفر للمدائين عمل ذو طبيعة غير مؤلمة، ولا يعفون منه إلا اعتباراً لسنتهم أو بعد استشارة طبية تؤكد عجزهم عن العمل.

عندما يكون في حالة انفعال أو هيجان لتفادي إلحاق الضرر بنفسه أو بغيره، أو تعريض المؤسسة لخسائر مادية.

51. يلزم النزيل بالقيام بإصلاح الخسائر التي أحدثها على نفقته.
52. يمكن حرمان النزيل الذي ارتكب مخالفة بالمؤسسة من استعمال جهاز المذياع أو التلفاز أو كل آلة تم الترخيص له باستعمالها أو بصفة عامة من المزايا التي تجيزها القوانين المعمول بها، وذلك لمدة لا تتجاوز 45 يوماً.

### ممارسة الشعائر الدينية

53. ممارسة الشعائر الدينية مضمونة لكل معتقل.
54. يسمح للمعتقلين غير المسلمين باستقبال الممثل الديني المؤهل لذلك.

### الترفيه

55. يخصص حيز زمني من البرنامج اليومي لممارسة بعض التمارين الرياضية.
56. يستفيد المعتقل من الفسحة يومية بالهواء الطلق ولمدة ساعة واحدة على الأقل.
57. تتاح للمعتقلين فرصة حضور عروض وأفلام ترفيهية وتربوية بمناسبة الإحتفال بأعياد وطنية ودينية و عالمية .
58. يسمح للأحداث والأشخاص الذين تقل أعمارهم عن عشرين سنة بالبقاء بالهواء الطلق مدة كافية خارج الساعات المخصصة للأنشطة الثقافية والتربوية والرياضية. الثقافة والتكوين

46. يمكن للمعتقلين أن تصدر في حقهم تدابير تأديبية في حالة ارتكابهم أو تعريضهم على الأفعال التالية :

- ممارسة عنف أو إيذاء ضد أحد العاملين بالمؤسسة أو الزائرين لها أو المعتقلين وكذا تعتمد تعريضهم للمخاطر.

- حيازة أو ترويج الأدوات أو المعدات التي تشكل خطرا على أمن المؤسسة وسلامة الأشخاص وكذا حيازة أو تناول أو ترويج أي مادة من شأنها أن تحدث اضطرابا في سلوك المعتقل.

- السرقة أو الإستحواذ على أشياء مملوكة للغير أو الحصول على تعهدات أو تنازلات وذلك بكل الوسائل.

- القيام بحركة فردية أو المساهمة في كل حركة جماعية من شأنها الإخلال بالحياة أو بأمن المؤسسة وبنظامها أو إحداث خسائر في بناية المؤسسة وتجهيزاتها.

- التهديد أو القذف أو السب الموجه للسلطات الإدارية والقضائية أو للموظفين أو الزوار أو المعتقلين.

47. يمثل المعتقل أمام لجنة التأديب ليتمكن من تقديم توضيحاته، وله أن يختار من يؤازره.

48. يمكن للمعتقل الذي صدر في حقه تدبير تأديبي أن ينازع في القرار داخل أجل خمسة أيام من تاريخ تبليغه.

49. إذا تقرر وضع النزيل بزنازة التأديب، فإن ذلك ينتج عنه المنع من الزيارة، وتقليص المراسلات باستثناء العائلية منها، غير أن المعتقلين يحتفظون في هذه الحالة بإمكانية الاتصال بحرية بمحاميمهم طبقا للمقتضيات المنصوص عليها في القانون المنظم للسجون وفي قانون المسطرة الجنائية.

50. يمكن التقييد من حرية المعتقل بوضع الأصفاذ بيده عند إخراجه أو نقله، أو

يتوصل بها لما قد يكون لذلك من انعكاس سلبي على صحته وعلى الحيز الهوائي والمكاني للإيواء.

37. لا تقبل ضمن المؤونة المقدمة للنزلاء من طرف ذويهم المواد الغذائية التي تحتاج إلى الطهي.

38. يمنع على المعتقلين طهي المواد الغذائية داخل الغرف والزنازن.

39. يمكن لعائلات السجناء فتح حساب للنزير يتأتى له بواسطته وفي الحدود المسموح بها، اقتناء ما يحتاجه من أشياء ومواد غذائية. وتوفر المؤسسة لهذه الغاية محلا للمبيعات، تباع فيه المواد المقتناة حسب التسعيرة المتداولة بالسوق.

40. يمكن منع المعتقل من هذه الخدمات لمدة لا تتجاوز 45 يوما، إذا كان خاضعا لتدبير تأديبي.

## السلوك والامتثال

41. يجب على المعتقلين الإمتثال لتوجيهات الموظفين الذين لهم سلطة داخل المؤسسة، وذلك في كل ما يتعلق بتنفيذ المقتضيات المنظمة للسجون.

42. لا يمكن للمعتقلين الإحتفاظ بالمواد والأدوات الخطيرة.

43. يمنع على المعتقلين إحداث الضوضاء، وكل تجمع أو تجمهر وكل تصرف فردي أو جماعي من طبيعته إحداث خلل في سير النظام بالمؤسسة.

44. يمنع على المعتقلين كل تعامل مريب وكل مراهنه، وجميع الإتصالات السرية أو استعمال مصطلحات متفق عليها.

45. تحجز المبالغ المالية التي تضبط بحوزة المعتقل خلال فترة الاعتقال، وتسلم للخزينة العامة.

29. يمكن بصفة استثنائية لمدير المؤسسة السماح لكل معتقل تميز بحسن السلوك باستعمال الهاتف التابث للمؤسسة وفق الضوابط المعمول بها.

## الزيارة

30. يحق للمعتقلين تلقي زيارة أفراد عائلاتهم وأولياهم. كما يمكن لمدير المؤسسة أن يسمح بزيارات أخرى كلما كانت هذه الزيارات مفيدة لإصلاحهم، شريطة الحفاظ على الأمن وحسن النظام داخل المؤسسة.

31. ينظم مدير المؤسسة الزيارة ويحدد وثيرتها وكذا عدد الزوار.

32. تتم الزيارة في قاعات بدون فاصل، ويمكن إجراؤها داخل مزار بفاصل كلما تعذر ذلك، أو لأسباب أمنية أو تأديبية.

33. لا يمكن منع المعتقل من تلقي زيارة دفاعه.

34. يمكن لكل معتقل أجنبي المطالبة بمقابلة أحد أفراد الهيئة الدبلوماسية أو القنصلية للدولة التي ينتمي إليها، أو التي تمثل مصالح بلاده في المكان الذي يوجد به رهن الاعتقال.

35. دخول المزار يقتضي تفتيش المعتقل قبل الزيارة وبعدها.

## التغذية والمؤونة

36. بالإضافة إلى التغذية التي توفرها المؤسسة السجنية، يمكن للمعتقلين التوصل بطرود أو مؤن، وذلك حسب الإجراءات المحددة في القانون الداخلي ووفق الشروط التنظيمية التي يقتضيها الحفاظ على الأمن. ولا يجوز للمعتقل تكديس المواد التي



## الشكايات والتظلمات

22. يمكن للمعتقلين تقديم شكاويهم شفويا أو كتابة لمدير المؤسسة السجنية، المندوب العام لإدارة السجون وإعادة الإدماج أو للسلطات القضائية أو للجنة المراقبة المنصوص عليها في قانون المسطرة الجنائية، ويمكنهم أيضا تسليم رسائل مغلقة لمدير المؤسسة موجهة إلى المندوب العام لإدارة السجون وإعادة الإدماج أو إلى الجهات السالفة الذكر.
23. يمكن للمعتقلين طلب الاستماع إليهم من لدن السلطات الإدارية أو القضائية، وذلك خلال الزيارات أو التفتيشات التي تقوم بها.
24. يمنع على المعتقلين الإتفاق على تقديم شكايات جماعية، ويتعرض أصحابها إلى تدابير تأديبية.

## المراسلة والتواصل

25. يحق للمعتقلين تلقي الرسائل وتوجيهها.
26. تقرأ الرسائل وتخضع للمراقبة سواء أثناء توجيهها أو تلقيها، كما يمكن حجز المراسلات إذا كانت تحتوي على تهديدات ضد سلامة الأشخاص أو أمن المؤسسات، إلا أن المراسلات المتبادلة بين السجين ومحاميه الذي يؤازره لا تخضع لهذه المراقبة.
27. يتعرض لتدبير تأديبي، بغض النظر عن العقوبات الجزرية، المعتقلون الذين يستغلون حقهم في المراسلة، لصياغة رسائل تتضمن سبا أو قذفا أو وشاية كاذبة أو إهانات أو تهديدات.
28. يمنع إيصال أو إخراج رسائل أو مبالغ نقدية أو هاتف نقال أو أي شيء آخر خرقا للنظم الجاري بها العمل.

14. يمنع إخضاع المعتقلين لتجارب طبية أو علمية.
15. لا يمكن للمعتقلين التبرع بالدم إلا داخل المؤسسة السجنية، وذلك بعد موافقة الإدارة المركزية.
16. يمكن عزل المعتقل لأسباب صحية، كما هو الشأن لأسباب أمنية، دون أن تعتبر هذه العزلة تدبيراً تأديبياً.
17. يجب على المعتقل الاستحمام مرة واحدة في الأسبوع على الأقل.
18. تزود المؤسسة السجنية المعتقلين بمواد النظافة قصد غسل ملابسهم لأنهم مسؤولون عن نظافتها.
19. تفرض إدارة السجن في نطاق حفاظها على صحة نزلاء السجون، ضوابط إلزامية للعناية بالصحة بما في ذلك الحلاقة وتنظيف الملابس وأماكن المبيت، ولوازم السرير، ولذلك فمن واجب النزلاء تهيين وترتيب فراشهم والمشاركة في تنظيف المرافق الصحية والغرف أو الزنازن، مع الحرص على عدم تكديس الزائد من الأمتعة بها تفادياً لتقليص الحيز المكاني للإيواء.
20. إذا كانت إحدى النزيلات مقبلة على الوضع، فإن المؤسسة تعمل على أن تتم الولادة بالمستشفى، وإذا ما وضعت داخل السجن، فيُصرح بذلك للمصلحة المكلفة بالحالة المدنية من طرف مدير المؤسسة أو العون المكلف بالمصلحة الاجتماعية، ويشار بعقد الولادة إلى عنوان المؤسسة دون ذكر إسمها أو الإشارة إلى اعتقال الأم. وإذا كانت المعتقلة على أهبة الوضع، يمكن منحها رخصة استثنائية.
21. يمكن إبقاء الأطفال صحبة أمهاتهم حتى بلوغهم سن الثالثة، ويمكن بناء على طلب الأم، تمديد هذا الحد بموافقة المندوب العام لإدارة السجون وإعادة الإدماج إلى سن الخامسة.

عن جهة قضائية مختصة.

8. إدماج وضم العقوبات له قواعده، وعلى المعتقلين الذين يهتمهم الأمر الاتصال بمكتب الضبط القضائي بالمؤسسة لأخذ كل المعلومات، وعند المنازعة يكون من حقهم مكاتبة أو عرض قضيتهم على السلطة القضائية المختصة.
9. من حق المعتقلين عند صدور أي مقرر قضائي الطعن فيه بطرق الطعن القانونية وذلك داخل المؤسسات السجنية، لذا يمكنهم الإتصال بكتابة الضبط القضائي التي تتلقى تصريحاتهم وتبعث بها إلى الجهة القضائية المختصة.
10. يمكن أن يقترح للإستفادة من العفو ومن الإفراج المقيّد بشروط كل معتقل تميز بسلوك حسن وبدت حظوظ وإمكانيات إعادة إدماجه في المجتمع كبيرة.

## الترحيل

11. تتولى الإدارة المركزية توجيه وتوزيع المحكوم عليهم على المؤسسات السجنية.
12. يتم الترحيل مع الأخذ بعين الاعتبار سن المعتقل وحالته الجنائية وسوابقه وحالته الصحية البدنية والعقلية، ومؤهلاته ومقر سكنى عائلته وشخصيته، وكذا نمط الاعتقال الذي يجب أن يخضع له تيسيرا لإعادة إدماجه أو لإجراءات أمنية أو للتخفيف من حدة الاكتظاظ.

## العناية بالصحة والنظافة

13. تشمل الخدمات الطبية كل ما يتعلق بصحة النزير من علاج وتطبيب ودواء بالإضافة إلى الإجراءات الوقائية.

## الاستقبال والإيداع بالمؤسسة

1. يطلع المعتقلون عند إيداعهم بالمؤسسة السجنية على المقتضيات القانونية التي تحدد حقوقهم وواجباتهم، ويتوصلون كذلك بالمعلومات والبيانات التي تفيدهم أثناء قضائهم فترة اعتقالهم.
2. يحق للمعتقل عند دخوله السجن الإتصال بأفراد عائلته قصد إخبارهم باعتقاله.
3. يمكن لكل معتقل عند إيداعه بالمؤسسة السجنية الإفصاح عن اسم و صفةً وعنوان الشخص الذي يجب الاتصال به عند الضرورة أو حين تعرضه لأي طارئ. وإذا تعلق الأمر بحدث جانح وجب تسجيل اسم وعنوان وهاتف أبويه أو وصيه أو كافله ببطاقة معلوماته بمجرد إيداعه.
4. تسجل المبالغ التي تكون بحوزة المعتقلين بحسابهم الإسمي، وذلك بمجرد دخولهم المؤسسة، ويعطى لهم وصل عن ذلك.
5. لا يمكن للمعتقل التصرف في حسابه الإسمي، لقضاء أغراضه الشخصية داخل المؤسسة إلا في الحدود المسموح بها من طرف المندوبية العامة لإدارة السجون وإعادة الإدماج. وإذا تعلق الأمر بمعتقل احتياطي، فإن تسيير أمواله وتحويلها خارج المؤسسة، يخضع إلى إذن السلطة القضائية المكلفة بالقضية .
6. لاتترك بحوزة المعتقلين لا المبالغ المالية، ولا المجوهرات، ولا الأشياء ذات القيمة، ولا الأشياء المحظورة.

## بيانات حول الوضعية الجنائية

7. لا يمكن قبول إيداع أي شخص بمؤسسة سجنية، إلا بمقتضى أمر بالاعتقال صادر

إذا كنت أيها السجين قد أذنبت في حق المجتمع بمخالفتك للقواعد والقوانين المنظمة لعلاقات الاجتماعية، فإن ذلك لا يجب أن يشكل بالنسبة إليك قطيعة مع المجتمع، كما لا يجب أن يثنيك وأنت تنفذ العقوبة السالبة للحرية عن مراجعة النفس ونهج سلوك قويم ينأى بك عن وصمك بسوء ما فعلت وأذنبت.

ولقد حرص المشرع كل الحرص، ليساعدك في ذلك، على توفير الآليات القانونية اللازمة من خلال إصدار القانون المنظم للسجون، الذي التقت فيه مختلف الفعاليات، معتمداً فيه، كإطار مرجعي بالأساس، على دستور المملكة وما تزخر به شريعتنا الإسلامية السمحة من مبادئ تتعلق بحقوق الإنسان، وعلى الاتفاقيات والمواثيق الدولية ذات الصلة، ومضمناً إياه القواعد المنظمة للحياة داخل السجن وكذا الحقوق والواجبات التي تؤسس لعلاقاتك مع رفقاءك من السجناء، وكذا القائمين على تدبير الشأن السجني.

وتفعيلاً لهذا القانون، دأبت المندوبية العامة لإدارة السجون وإعادة الإدماج على توفير الضمانات الكفيلة بإحاطة العمل السجني بشروط التطبيق السليم والفعال، ومنها هذا المرشد الذي تضعه رهن إشارتك لاطلاّعك على هذه الحقوق والواجبات، على أمل أن يشكل مرجعية في تفاعلك مع المستجدات اليومية للحياة السجنية، بتقدير لحتمية التعايش مع الجماعة في إطار احترام القانون، ومسؤولية إدارة المؤسسة السجنية في التعامل مع السجناء بدون تمييز وعلى قدر يوازي بين ما لهم من حقوق وما عليهم من واجبات.

# دليل السجين

العربية

المندوبية العامة لإدارة السجون وإعادة الإدماج - زاوية شارع العرعار و زنقة الجوز  
ص. ب. 123 - حي الرياض - الرباط  
الهاتف : 05 37 56 69 / 02 / 03  
فاكس : 05 37 71 26 19  
الموقع الإلكتروني : [www.dgapr.gov.ma](http://www.dgapr.gov.ma)

نسخة 2017



المملكة المغربية  
رئيس الحكومة  
المنذوبية العامة لإدارة السجون وإعادة الإدماج

دليل السجين

⦿⦿⦿ | ⦿⦿⦿⦿⦿

**Guide pratique à l'usage du détenu**  
**A Practical Guide for Offenders**  
**Guía práctica para el detenido**